

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le  
13/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MOULINS SOUFFLET**

7 quai de l'Apport Paris  
91100 Corbeil-Essonnes

Code AIOT : 0006503979

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement MOULINS SOUFFLET implanté 7, quai de l'Apport Paris Place Galignani 91100 Corbeil-Essonnes. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MOULINS SOUFFLET
- 7, quai de l'Apport Paris Place Galignani 91100 Corbeil-Essonnes
- Code AIOT : 0006503979
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MOULINS SOUFFLET exploite des installations liées à son activité de meunerie (moulin, unité de moulinage, silos à grain, entrepôt de stockage, ...) sur 2 secteurs reliés par une passerelle aérienne et une passerelle souterraine de transport de grains / farines sur la commune de Corbeil-Essonnes.

Le site constitué par le secteur Sud et le secteur Nord a fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 novembre 2000, l'exploitation sur le secteur Sud ayant été initiée avant 1880.



La société MOULINS SOUFFLET exploite des installations liées à son activité de meunerie (moulin, unité de moulinage, silos à grain, entrepôt de stockage, ...) sur 2 secteurs reliés par une passerelle aérienne et une passerelle souterraine de transport de grains / farines sur la commune de Corbeil-Essonnes.

Le site constitué par le secteur Sud et le secteur Nord a fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 novembre 2000, l'exploitation sur le secteur Sud ayant été initiée avant 1880.

Le 26 avril 2021, l'exploitant notifie la cessation d'activité de l'ensemble du secteur Sud (passerelle et souterrain compris). L'ensemble de l'activité est désormais concentrée sur le secteur Nord et réduit d'environ 30 % la capacité de production actuelle. La capacité d'écrasement passe de 1350 t/j à 900 t/j et le stockage en silos passera de 91 000 m<sup>3</sup> à 82 000 m<sup>3</sup>.

L'objet de l'inspection porte sur la cessation de l'activité du secteur sud (ancien moulin).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Evacuation ou élimination des produits dangereux / gestion des déchets	Code de l'environnement du 12/06/2023, article R.512-66-1	/	Lettre de suite préfectorale	
4	La suppression des risques d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 09/06/2023, article R.512-66-1	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récépissé cessation partielle	Autre du 10/05/2021, article Récépissé n°0013	/	Sans objet
3	Interdictions et limitations d'accès au site	Code de l'environnement du 09/06/2023, article R.512-66-1	/	Sans objet
5	La surveillance de l'installation sur son environnement	Code de l'environnement du 12/06/2023, article R.512-66-1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'ensemble des silos et cuves stockant de la farine avaient été vidés. Les effets dangereux induits par cette activité ont donc été supprimés à la source.

Toutefois, les utilités (gaz, électricité, présence de cuve de fioul) étant toujours présentes sur le site et utiles au démantèlement des machines présentes au sein du bâtiment, l'inspection n'est pas encore en mesure d'acter la cessation définitive du site.

Un porter à connaissance urbanisme permettra de communiquer à la mairie de Corbeil l'absence d'effets accidentels létaux en dehors du site.

### **2-4) Fiches de constats**



**N° 1 : Récépissé cessation partielle**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/05/2021, article Récépissé n°0013
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, cessation partielle secteur sud
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Moulins Souffleta a déposé un dossier de cessation partielle en date du 26 avril 2021 (A2021-0768) pour l'arrêt de l'ensemble des installations liées à son activité de meunerie sur le secteur sud, suite à la mise en place d'un nouveau moulin en cours de construction et des installations ad hoc attenantes sur le secteur nord.  Le 10 mai 2021, un récépissé de notification de cessation d'activité n°PREF.DRIEAT.2021-0013 a été signé.  La cessation d'activité devait être effective au 30 novembre 2021 mais reste conditionnée à la phase d'essais de mise en service du nouveau moulin du secteur nord.  L'exploitant s'engage à mettre son site en sécurité conformément aux dispositions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.  La cessation ayant été déposée avant le 1er juin 2022, le recollement est à la charge de l'inspection des installations classées.  <b>Constats :</b> L'exploitant indique que les silos contenant de la farine et présents dans le secteur Sud ont été entièrement vidés. La farine a été transférée sur le secteur Nord.  Depuis le mois de mars 2023, l'exploitant a réalisé les opérations de nettoyage de l'ensemble des cuves, des cellules de stockage ou machines utiles au broyage et transfert de la farine. Ce nettoyage a été effectué par des sociétés extérieures par aspiration.  Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'il n'y avait plus de présence de farine sur le secteur sud. Seule la présence de 3 big-bags contenant les déchets de l'aspiration des farines sont présents sous le haut vent au niveau du silo 1 (environ 1500 kg au total) dans l'attente de reprise par la société LBTA, en charge du recyclage de cette farine.  L'exploitant déclare que la quantité de farine issue du nettoyage des cuves représente 14 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 2 : Evacuation ou élimination des produits dangereux / gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/06/2023, article R.512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evacuation ou élimination des produits dangereux / gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement, les mesures de mise en sécurité comprennent :  - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et "la gestion" des déchets présents sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que les 2 cuves de fioul présentes sur le site ( une pour le système de sprinklage et l'autre pour le groupe électrogène) ne sont ni inertées, ni dégazées.  L'inspection constate la présence de compresseurs au sein du moulin ainsi que de système de climatisation. Ces derniers ne sont plus actifs pour autant les fluides n'ont pas été retirés de ces équipements ( huiles, fluides frigorigènes, ...).  Dans l'atelier de maintenance, l'inspection constate la présence de fûts contenant des huiles et des lubrifiants. Ces fûts sont placés sur rétention.  L'exploitant devra éliminer l'ensemble des produits dangereux présents sur le site sans oublier notamment les fluides présents dans les machines avant leur élimination.  Les certificats de dégazage des cuves de fioul seront à fournir à l'inspection. Les bordereaux de suivi de déchets seront à transmettre à l'inspection afin de justifier l'élimination des fluides, considérés comme déchets dangereux présents sur le site.  L'inspection fera un point sur l'élimination des déchets dangereux lors de la prochaine inspection. Sans ces éléments, l'inspection n'est pas en mesure de réaliser le recollement de la cessation du secteur Sud.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



### N° 3 : Interdictions et limitations d'accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/06/2023, article R.512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdictions et limitations d'accès au site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement, les mesures de mise en sécurité comprennent : - Des interdictions et limitations d'accès au site
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le personnel de la maintenance est toujours présent sur le secteur sud. Les prestataires en charge du démantèlement des machines sont également présents. De plus, un agent de sécurité est présent la nuit de 18h à 7h du matin ainsi que les week-end et jours fériés. Aussi, une personne est toujours présente sur le site.  Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence du personnel de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : La suppression des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/06/2023, article R.512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, La suppression des risques d'incendie et d'explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement, les mesures de mise en sécurité comprend : - La suppression des risques d'incendie et d'explosion
<b>Constats :</b> L'absence de farine et le nettoyage des silos et des cuves de stockage des farines ayant été constatés par l'inspection, l'explosion générée par ces stockages n'est plus susceptible d'être présente. A noter qu'il n'existe plus de transfert de farine ou de blé par la passerelle aérienne ou la passerelle souterraine. Aussi, les phénomènes dangereux (effets létaux sortants) identifiés dans les précédentes études de dangers n'ont plus lieu d'être.  Les vannes de gaz sont fermées mais l'alimentation en gaz est toujours présente.  L'électricité est toujours présente sur le site et utile au démantèlement des équipements futurs.  La présence des utilités gaz et électricité ne permet pas d'écarter le risque d'explosion et d'incendie. Lorsque les opérations de démantèlement du matériel seront effectives, l'exploitant sera tenu de couper l'ensemble de ces utilités.  Ce point sera revu lors de la prochaine inspection, lorsque l'ensemble des opérations de démantèlement seront terminées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



**N° 5 : La surveillance de l'installation sur son environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/06/2023, article R.512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, La surveillance de l'installation sur son environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement, les mesures de mise en sécurité comprend : - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement
<b>Constats :</b> Le dossier de cessation transmis le 26 avril 2021 présente les analyses de sol réalisées par l'exploitant ainsi que l'interprétation de l'état des milieux. L'étude conclut que le site est compatible avec un usage industriel.  Lors de la visite, l'inspection n'a pas relevé de point susceptible de pollution des sols supplémentaire. L'ensemble des zones potentiellement polluées a été analysé dans le dossier de cessation.  A noter que l'exploitant déclare que la société COGEDIM, futur acheteur du site, réalise actuellement des prélèvements de sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



